

## Petites pensées électorales (2017)

### Echec aux législatives

Entre les premiers tours de la présidentielle et de la législative LREM a perdu un million de voix et FI quatre. La cause première de cet échec est la combinaison du non-vote des classes populaires et de la peur des classes moyennes. Sociologiquement, c'est la petite bourgeoisie apeurée – qui inclut les ouvriers et employés qui « s'en sortent » – qui a choisi des députés pour « donner sa chance » au président élu, autant par effet d'entraînement de la présidentielle qu'aveuglée par le mirage du renouveau annoncé ; les classes populaires ont plutôt considéré que « c'était fichu », outre le fait qu'elles votent de moins en moins. Ceci n'est pas une nouveauté, mais se renforce d'année en année : les classes populaires ne croient plus dans le système, même si elles peuvent encore se mobiliser sur une figure tutélaire qui leur offre un discours intelligent, ce qui a été le cas de JL Mélenchon.

Beaucoup repose sur l'ignorance et la paresse politique (questions types entendues : on revote encore ? c'est quoi, un député ?) promues par les media et ancrées dans une personnalisation des enjeux qui pollue tous les débats. Dans ce vide généralisé de pensée politique, combien ont lu avec attention un programme électoral ? Et combien de militants se sont approprié un discours cohérent sur un programme politique étudié à fond ?

Il semble impossible de s'extraire complètement de la société du spectacle, qu'adorent les bobos qui se sont enthousiasmés pour LREM. C'est pour cela que, sur fond d'ignorance, un renouveau fallacieux – enthousiasme, jeunesse et féminisme – qui recouvre un durcissement de la politique antipopulaire des quinquennats précédents, a pu être vendu aux électeurs et avalisé par une partie non négligeable des classes populaires, avec comme cerise sur le gâteau Macron en alternative à Le Pen : pacte républicain, quand tu nous tiens !

Le second groupe de causes repose sur l'absence de vision stratégique dans des organisations politiques qui ont pris l'habitude de se situer dans l'opposition et où la réflexion a du mal à déborder le système existant : la première catastrophe c'est toujours « perdre nos acquis, nos positions... » alors qu'ils sont déjà perdus à court terme ! Ce boulet plombe les velléités de changement : seule France insoumise avait un projet stratégique de changement de société ; si tout le monde l'avait investie, l'issue aurait peut-être été différente, le bouleversement politique certainement plus important.

On retrouve ici ce qui a provoqué l'échec du Front de gauche : sectarisme avant-gardiste et conservatisme orthodoxe ont brisé l'unité à gauche et écarté nombre de militants et de sympathisants ; entre la pureté et les compromissions, le renouveau a eu beaucoup de mal à forcer le passage, comme précédemment par la création de groupes locaux ouverts. FI s'est rapidement située comme précédemment le PCF et le PG, dans le « Rien en dehors de nous ! ». Et on ne peut que regretter le culte du chef dans beaucoup d'organisations de gauche. Contradictions de l'insoumission verticaliste.

Enfin, il ne faut pas oublier le déséquilibre des forces : l'ensemble des médias, mis à part L'Humanité, Regards, Politis, le Monde diplomatique et quelques émissions radiophoniques, ont fait une campagne active à tous les niveaux en faveur des candidats de LREM, y compris en véhiculant une image agressive de JL Mélenchon, insistant en fin de campagne sur quelques incartades montées en épingle, qui seront montrées et perçues comme le « retour de son naturel ». Les équipes de terrain de LREM avaient beaucoup de moyens, donc sa victoire est mitigée : elle repose finalement sur peu de voix par rapport aux forces engagées.

### Localement, quelques observations

A Bagneux, la candidate communiste aux législatives a été présentée dès 2016 et la campagne a commencé dès le début 2017, sur une base PCF-solitaire ancrée sur la commune : « la candidate est de chez nous, elle est adjointe au maire, elle nous connaît bien, elle va nous défendre », avec une faible projection nationale.

La suite n'a pas été beaucoup plus offensive : le ton « terroir » est resté dominant même après l'accord avec FI, sans que la dynamique du vote pour Mélenchon soit capitalisée – au niveau de l'affichage comme des contenus de la propagande. La campagne officielle a été très « tradi » avec cheftaine aux manettes et pas de proposition innovante pour impliquer les citoyens. Le dernier tract du premier tour n'a pas suffi à ouvrir le débat : les gens étaient déjà fatigués, il était trop tard, la répétition avait fait son œuvre mortelle. On rêva jusqu'au bout que la candidate PS allait appeler à voter FI au second tour : une illusion qui ne tenait compte ni des changements de fond ni de la personnalité de la candidate PS.

Le groupe FI, certainement insuffisamment organisé, a pourtant mené une campagne active, mais sans pouvoir organiser d'acte autonome important ni peser sur les contenus du matériel distribué, où le faible affichage mélenchoniste déconcerta plus d'un électeur. Il a été impossible d'obtenir une reconnaissance équitable de la part du PCF, il n'y a pas eu de dialogue d'égal à égal, pas de grand acte organisé en commun.

Le classicisme de la campagne a eu pour pendant une distribution traditionnelle des rôles de chacun, dont le renversement constitue un des enjeux d'avenir. Combien de fois a-t-on entendu : « Allez-y, on vote pour vous », jamais « pour nous » ? L'électeur se situe dans une position extérieure par rapport au militant (courageux, sacrifié, bienveillant...) qui peut œuvrer pour les autres, mais n'est pas un égal auquel on s'identifie pour agir ensemble.

## **Le Macronisme**

Le nouveau pouvoir met en scène le paradigme de la société du spectacle : tout est scénarisé pour dissimuler la stratégie réelle de transformation de la société, depuis les mécanismes d'occultation désormais classiques (mise en image, approche « people », storytelling...) jusqu'au flou très précisément dosé des propositions programmatiques, en passant par le déni de continuité avec la politique du quinquennat précédent. Et, contre toute logique de conscience, cela passe, car rien n'est improvisé, un vrai projet avec tous les moyens nécessaires est en marche depuis plusieurs années.

Macron est un homme de pouvoir : il concentre l'autorité à l'Élysée, en second lieu à Matignon, il affaiblit les ministres (cabinets réduits, contrôle de la communication), il déplace les casseroles vers l'Assemblée. Il est stratège et tacticien, sur la méthode, les contenus et la communication. Mais il est aussi la caricature de la caricature, c'est Napoléon le très petit. Il est l'authentique fondé de pouvoir – sans tradition politique, ni dans sa famille ni chez lui – qui exécute (au sabre) ce qui lui est demandé. Le regard bleu fixe, la face rigide, on hésite à le regarder comme une poupée Ken sortie d'une imprimante 3D ou en scientologue illuminé type Tom Cruise. Sa bannière privilégiée est celle de Jeanne d'Arc, ce n'est pas un hasard, et son mépris affiché pour « ceux qui ne sont rien » est significatif de la classe qu'il représente.

Son destin s'est certainement dessiné aux diners du Siècle, courroie de transmission des désirs de la grande bourgeoisie internationale, où ses parrains politiques Attali et Hollande côtoyaient les grands de ce monde. A noter que ce club charmant a déménagé en 2014 de l'Automobile club de France vers le Cercle de l'Union Interalliée, marquant ainsi l'assise transnationale des « élites ». Macron n'est pas chargé d'empiler quelques mesurette, mais de décliner en France et sur les prochaines années une stratégie transnationale de rétablissement des taux de profit sur le long terme.

Avec sa mégalomanie et son discours de philosophe mystique, entouré de sa famille atypique, Macron a fasciné les petits bourgeois qui rêvent de faire partie de son monde, et les organisations indépendantes qui s'imaginent être prises en considération en remettant le costume-cravate. Le faux renouveau passe car il y a un vrai malaise et un vrai désir de changement dans la société : pour contrer LREM il fallait une contre-proposition de dépassement du système qui s'ancre sur ce désir, que seule France Insoumise affichait clairement.

Les nouveaux députés de la majorité sont, mieux encore que leurs prédécesseurs, les représentants directs de la classe dominante : entrepreneurs, cadres supérieurs, autant de fonctionnaires pantouflards et moins de professions libérales que précédemment, plus aucun ouvrier, quelques employés et agriculteurs, et un bon nombre de professionnels issus des grandes écoles – avec une part de supplétifs ignares en politique. Le renouvellement macroniste est vrai en âge et en sexe, faux en termes de classes : il renforce les déséquilibres et place aux commandes plus de représentants directs des grandes entreprises. La fameuse « société civile » est représentée à l'Assemblée et au gouvernement, bridée au service du pouvoir ; cette fumeuse innovation du néolibéralisme confronté à la déliquescence des partis ne recouvre qu'un seul changement de fond : le patronat est physiquement plus présent dans la sphère politique.

Expérimentés ou novices en politique, les députés de LREM ne sont pas vraiment fiables, trop hétérogènes, susceptibles de se diviser dès que leur sentiment de reconnaissance vis-à-vis du chef sera émoussé. C'est pour cela que l'exécutif doit avancer à marches forcées (par ordonnances) et de façon autoritaire (le premier ministre est le contremaître au service de Jupiter). Jusqu'à quand cela tiendra-t-il ? Cela dépendra surtout de la mobilisation de l'opposition sociale et politique, qui marquera la limite des transformations réalisées dans le quinquennat en ouvrant des brèches dans le dispositif du pouvoir. L'exécutif est dans une course de vitesse avec l'opposition en (re)construction.

### **Les formes d'organisation sont en crise**

Le processus électoral a balayé en un an et demi la représentativité d'organisations de tradition séculaire, de personnalités d'horizons très divers, et il a mis en évidence le rejet profond des fondements, non seulement de la Vème république, mais bien de la *forme démocratie bourgeoise* issue de la révolution française.

Les partis de l'opposition formelle (PS, UDI et LR) se morcellent, du fait de la décomposition de la *forme parti*, et les professionnels de la politique affichent leur désarroi. Il est possible que la recomposition se poursuive pendant assez longtemps, et le danger d'une phase plus autoritaire de transition ne doit pas être sous-estimé.

Après les campagnes électorales parallèles, les élus traditionnels de la gauche n'échappent pas aux divisions : au lieu de constituer un groupe qui pèse, ils constituent deux petits poids, un qui ressassera les vieilles lunes et un qui ne pourra être qu'une tribune. L'espoir est que les bases se mobilisent et imposent depuis le bas des formes d'organisation fluides et efficaces qui prennent de court les nostalgiques des vieux pouvoirs et que les élus insoumis en soient les porte-parole institutionnels.

Le vide sidéral du côté des directions nationales du mouvement syndical se poursuit au-delà de l'année écoulée : malgré de nombreuses actions locales parfois très dures, la réaction au changement de gouvernement est minimaliste, et l'attentisme face aux promesses du nouveau gouvernement surprenante ; une *forme d'organisation* qui est en crise aussi, faute d'intégrer dans sa pratique les changements du monde du travail, pourtant souvent bien diagnostiqués en interne.

Le mouvement associatif – dans sa composante engagée – reste fortement méfiant et coupé du mouvement politique. Il y a là un travail de longue haleine à faire, en relation avec les changements à opérer dans les sphères politique et sociale. Sans l'articulation de ces trois niveaux, la *forme association* ne pourra évoluer et se limitera à aider le système à survivre.

Le nouveau pouvoir a donc de la marge pour décliner son projet et installer une dérive autoritaire ; les lois sécuritaires et antisociales pourraient passer plus facilement que si Marine Le Pen avait été élue, car l'opposition à un gouvernement FN se serait manifestée bien plus durement. Tout en résistant, le mouvement populaire devra entièrement se repenser et se transformer pour inventer le futur sur les décombres des formes d'organisation, et se donner de nouveaux moyens d'action.

### **Du ménage à faire dans nos têtes**

L'abstention croissante est inhérente à l'évolution de la société capitaliste, il ne sert à rien de s'en plaindre. Elle est au contraire un signe de lucidité instinctive des classes populaires, même si conjoncturellement elle montre une absence de vision stratégique. Il faut donc se rendre compte que l'électoratisme ne mène à rien ; la « voie démocratique au socialisme » (Poulantzas) est bien autre chose, et le concept est certainement à repenser pour la conjoncture d'aujourd'hui. Si on ne regarde que dans les urnes, on ne voit que l'expression de 40% des citoyens, et pas les plus porteurs d'avenir ! Le discours sur le « devoir citoyen de voter » est inutile, moraliste et politiquement erroné car la démocratie de représentation est morte pour le peuple. Et pour lui, il s'agit quand même de prendre le pouvoir, non ?

Les mécanismes de décision doivent être repensés, dans les institutions comme dans les organisations, pour sortir du système binaire (oui/non, élu/pas élu). Le scrutin uninominal fait partie du problème, et ce n'est pas parce qu'un vote a lieu qu'une décision est démocratique. Depuis quand le référendum est-il un instrument de gauche ? Pourtant FI et PCF en abusent dans leurs propositions, alors que d'autres formes de consultations peuvent être bien plus riches d'enseignements pour la prise de décision.

Il serait fort bénéfique de sortir de la mythologie. Le PCF est orphelin de son tuteur PS et se complait dans la mémoire de son histoire glorieuse ; mais quand a-t-il été à l'avant-garde ? L'évocation par JL Mélenchon d'une cohabitation avec Macron était encore une nostalgie du jospinisme, une erreur politique dans le discours de FI. Sans parler de la mystique obsolète de LO et autres groupes. Il est temps de liquider le mythe de la pureté à gauche : l'Immaculée conception est une invention de la bourgeoisie du XIXème siècle pour justifier bien des oppressions, depuis nous avons eu le temps de remettre en cause la Vérité absolue et d'avancer dans la réflexion démocratique. Il s'agit de réunir dans une stratégie, pas de rassembler sous une bannière : avec le panache blanc on accule les gens dans le rôle d'incapables passifs, alors que c'est l'intelligence collective qu'il faut mobiliser.

La Marseillaise est-elle encore un chant révolutionnaire ? A trop chercher le symbole dans l'Histoire on peut se noyer dans l'histoire car, encore une fois, rien n'est simple. Le patriotisme relooké Mélenchon est une drôle d'idée ; n'oublions pas que c'est une valeur accaparée par la droite après 1870 : affaire Dreyfus, Sacré Cœur, Ligues catholiques, puis Maurras, Action Française, De Gaulle, et enfin le FN ; ce patriotisme charrie une vision politique organiciste, pas très porteuse d'ouverture ni d'avenir. Il est beaucoup plus productif de réfléchir et agir à l'international, développer de vraies alliances au-delà de simples manifestations de solidarité. Corbyn a un discours qui mobilise la jeunesse du Royaume Uni, Podemos en Espagne et le Bloco de Esquerda portugais vont de l'avant sur des bases très différentes. Bolivie, Equateur, Brésil, Mexique et Vénézuéla au XXIème siècle nous offrent des expériences très diverses dont on peut tirer des apports théoriques et pratiques aussi bien que de l'échec de Syriza en Grèce ou des expériences de luttes contre les TAFTA, CETA et autres TiSA.

Repenser globalement le sujet des migrations au-delà de l'humanitaire et dans toute sa dimension politique est aussi une façon de regarder autrement le monde et d'ouvrir des espaces de solidarité, d'action sociale et politique dont la puissance est aujourd'hui largement sous-estimée. D'une certaine façon, il y a là une révolution culturelle à faire pour se projeter dans l'avenir.

Paternalisme et moralisme servent de substitut à la pensée sociologique (la dialectique pauvres/riches, bons/méchants, honnêtes/corrompus au lieu de prolétaires/bourgeois) ; ils contribuent à dépolitiser le discours, situer les problèmes où ils ne sont pas et empêcher de saisir les solutions possibles. Par ce biais se fait une partie de la récupération du vote populaire par l'extrême droite, dont la stigmatisation morale est un fonds de commerce. Repolitiser le discours est une exigence du moment, et la campagne pédagogiquement exemplaire de FI aux présidentielles en a montré l'impact. Une bonne occasion pour démystifier l'épouvantail Le Pen, sans oublier qui a mis en scène le FN et le piège du pacte républicain : Julien Dray est-il venu à la télévision le soir du premier tour des présidentielles pour qu'on ne l'oublie pas ?

Rationaliser n'est pas banaliser, il s'agit de penser politiquement. Le FN n'est pas un mouvement de masse (il ne mobilise pas dans la rue), il n'est ni fasciste (pas d'homme nouveau) ni nazi (pas de projet d'extermination). Il est nationaliste-patriote, xénophobe, laïc ou religieux selon la conjoncture et électoraliste illibéral : partisan d'un Etat fort, supérieur au droit, avec des élections combinées à l'annihilation des contre-pouvoirs (syndicats par exemple) par des voies détournées, il est proche des extrêmes-droites hongroises ou polonaises, et les ponts avec la droite dure traditionnelle sont nombreux, l'aile « non-constructive » de LR le sait bien. Anecdote ? En 2013 naît en Espagne Vox (dirigé par Santiago Abascal) le premier parti d'extrême-droite postfranquiste, une dissidence du Parti Populaire dont les positions sont proches de celles du FN. L'Europe des transnationales s'accommode parfaitement des extrêmes-droites, qui ne sont pas toutes identifiables entre elles, mais servent partout de force d'appoint pour entretenir la peur et limiter les droits citoyens sans apparemment toucher au système électoral. A terme, ces partis peuvent aussi servir de recours violent si les régimes autoritaires démocratiques ne fonctionnaient plus. Mais aujourd'hui l'ennemi principal est à l'Elysée, pas à Nanterre.

Arrêter de s'engouffrer dans les luttes « sociétales » isolées permettrait de les mettre dans une perspective de changement effectif et non régressif. Au-delà de la progression de l'égalité en droit, la lutte pour le mariage pour tous en 2012-2013 a eu pour effet de développer l'esprit petit-bourgeois et de mettre de nouvelles forces d'extrême droite dans la rue et dans le jeu politique, par exemple Sens commun, maintenant lié à LR.

Il y a des formes d'organisation sociales et politiques qui sont obsolètes historiquement, il faut le reconnaître et en tirer les leçons, sinon nous nous contenterons de faire du Lassalle à l'Assemblée. Avec un programme néo-keynésien défensif, l'expérience de la gestion du système et la recherche d'alliances institutionnellement capitalisables, sans volonté de bouleversement profond, le PCF incarne aujourd'hui le dernier avatar de la social-démocratie. A terme il ne peut que changer profondément de l'intérieur, voire se fondre dans une structure réticulaire nouvelle, ou alors il disparaîtra purement et simplement.

### **Alors, on fait quoi demain ?**

France Insoumise doit être un moteur de transformation et un catalyseur de mobilisation des forces populaires, pas un noyau bolchévique ni un carcan, ni un conglomérat sans boussole. Il faut libérer des imaginations et des énergies, c'est pour cela qu'il faut intégrer des jeunes (de corps et d'esprit), repenser les fondamentaux théoriques, creuser l'analyse sociologique et politique. Le prolétariat ne s'identifie plus à la classe ouvrière, il est indispensable de cerner et faire naître le sujet de la révolution à venir. Attention à ne pas se limiter au populisme version Chantal Mouffe, une demi-pensée très moderniste, sociétale, qui contribue à la rénovation

de l'analyse de classe, mais oublie totalement de se poser la question de comment vaincre politiquement la bourgeoisie, alors que le temps de la construction de l'hégémonie et le moment de la prise du pouvoir constituent une unité dialectique indissociable de la stratégie de renversement politique.

La lutte idéologique et politique avec la droite sera violente, elle demande de comprendre finement et rapidement les grands changements, ce qui exige un collectif de pensée qui transcende le niveau national, car la bourgeoisie, elle, est transnationale. S'opposer à la mondialisation est un combat perdu d'avance, par contre imposer une mondialisation humaine est un enjeu de pensée et d'action fort. La révolution numérique peut être la meilleure et la pire des choses ; dans sa version marchande elle exige, pour être efficace et rentable, de rabaisser l'homme à l'état de machine, car c'est la seule façon pour la machine de dépasser l'homme. Cela vaut la peine de réfléchir à d'autres développements. Sortir des pièges que nous tend le capitalisme, briser les barrières qui nous divisent, trouver le chemin de l'unité stratégique, tel est l'enjeu du moment.

Changer de culture est impératif : inventer un mouvement, des formes dynamiques qui articulent les forces et permettent de construire cette stratégie. C'est ce chantier qu'a ouvert FI avec son projet *L'avenir en commun*, aussi bien par la projection sur le fond que par les formes nouvelles de campagne, car il pose l'enjeu essentiel du bouleversement des structures. En France la culture de mouvement est faible et la monarchie républicaine a fortement marqué tous les esprits, il va falloir d'autant plus d'effort, et trouver aussi dans l'Histoire quelles sont les racines à exploiter, briser le réflexe de simple résistance pour élaborer un discours offensif, faire disparaître le fonctionnement en soufflé électoral en induisant une pratique continue de la politique. Et casser les verticalismes stériles pour construire des réseaux efficaces qui fassent fructifier la pensée collective du bas vers le haut tout en situant les nœuds de pouvoir là où ils seront productifs pour avancer.

Ceci n'est pas une mince affaire et rien ne peut se faire en solitaire. Alors laissons exploser et faisons bouillonner les initiatives de l'été dans toute leur diversité, pour en ramener les fruits à l'automne, dans un mouvement renouvelé qui intègre la volonté de prendre le pouvoir en dépassant la critique. Et en même temps rêvons la société que nous voulons construire.

**Helmut Pitsch, 13/07/17.**

*A suivre, ensemble.*